

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

carrière de Raon l'Étape

Références : S-26-343RP

Code AIOT : 0006202416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 de la carrière de Raon-l'Étape (88110). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- 1 rue de la Trouche 88110 Raon-l'Étape
- Code AIOT : 0006202416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

L'activité de la société des Carrières et Matériaux Nord-Est (groupe COLAS) est dédiée à l'extraction de matériaux basaltiques destinés notamment à des usages ferroviaires (ballast) et routiers (gravillons, couche de roulement). L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1187/2009 du 16 juin 2009 modifié.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté préfectoral n° 639/2022/DREAL/UD88 du 08 juillet 2022 portant création d'une installation de stockage de déchets inertes dans le périmètre de la carrière exploitée par la Société des Carrières de l'Est sur les communes de Raon l'Étape et de Moyennoutier ;
- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, un tour rapide de la carrière a été réalisé. Lors de ce contrôle visuel, il n'a pas été constaté de non-conformité majeure

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	ISDI	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
3	Contrôle des apports	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
4	Accusé d'acceptation des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 8	Sans objet
5	registre de suivi	Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de non-conformité liée à l'apport de matériaux inertes sur l'aire de transit provisoire. Toutefois, il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des justificatifs relatifs à l'avancée des études et des travaux de déplacement du réservoir d'eau potable dans le cadre de l'ouverture prochaine de l'ISDI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ISDI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute création de l'installation de stockage de déchets inertes, la Société Nexstone doit réaliser une étude technique relative à la création du nouveau réservoir et du déplacement de la conduite. Cette étude technique doit être réalisée en concertation avec le bureau d'études qui aura été retenu par la communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges. Cette étude doit être également soumise à l'approbation de la communauté d'Agglomération de Saint-Dié-des-Vosges, compétente en matière d'eau potable. La Société Nexstone doit transmettre à Monsieur le Préfet des Vosges tous les justificatifs nécessaires permettant de justifier que les études, les travaux ont été réalisés en accord et sous autorisation de la communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges. Le centre de stockages de déchets inertes ne pourra ouvrir qu'après la bonne réalisation des travaux et la transmission des justificatifs de bonne réalisation des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>A ce jour, le service de l'inspection n'a reçu aucun justificatif relatif aux études, aux travaux de déplacement du château d'eau et aux échanges entre l'exploitant et la communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges.</p> <p>L'ISDI n'est toujours pas ouverte.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27 septembre 2024, l'exploitant a exprimé son souhait de pouvoir recevoir des matériaux inertes sur une aire de transit provisoire d'une surface d'environ 6 000 m² en attendant l'ouverture du site. D'après l'exploitant, cette aire transitoire permettrait d'accepter les déchets inertes de clients privilégiés du site dans le cadre d'un double fret. Le service d'inspection a alors informé l'exploitant que cette demande devait faire l'objet du dépôt d'un porter à connaissance dans les conditions prévues à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement. Le service de l'inspection a formalisé cette demande dans son rapport de visite du 05 novembre 2024.</p> <p>Par courriel du 10 février 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection une information sur la station de transit. Des compléments ont été sollicité par courriel du 10 février 2026 afin de pouvoir instruire le dossier. Cette demande est actuellement en cours d'instruction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none">• les différents éléments permettant de justifier de l'avancée des études de déplacement du réservoir ;• l'échéancier de réalisation des travaux ;• la date potentielle d'ouverture de l'ISDI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraison d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">• le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;• le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;• le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;• l'origine des déchets ;• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;• la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'aire de transit provisoire, l'exploitant a reçu une demande d'acceptation préalable des déchets inertes provenant de la mise aux normes de la déchetterie de Raon l'Etape située en contre bas de la carrière.</p> <p>Le document comporte l'ensemble des éléments prévu par l'arrêté ministériel sus mentionné, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'origine du chantier : identification, adresse ;• le producteur du déchet : raison sociale, n° siret, adresse, coordonnées ;• l'entreprise en charge des travaux : raison sociale, n° siret, adresse, coordonnées ;• L'identification du transporteur : raison sociale, n° siret, adresse, coordonnées, le type de véhicule utilisé, le conditionnement des déchets ;• l'identification du déchet : code déchet, libellé, la quantité ;• la signature du producteur du déchet et de la société en charge des travaux ;• la décision d'acceptation ou de refus des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle des apports

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Un contrôle visuel et olfactif est réalisé à l'arrivée sur site au niveau du pont bascule. Une vérification du document préalable est également réalisée au droit du pont bascule. Un second contrôle des déchets est réalisé dans la zone de déchargement. En cas de problème le déchet est repris par le producteur. Depuis l'ouverture de l'aire de transit provisoire, seuls des déchets inertes provenant des travaux de mise aux normes de la déchetterie de Raon l'Etape ont été apportés. Lors de l'inspection, au droit de l'aire de transit, il a été constaté la présence de déchets inertes de type déblais terreux (cf photo en annexe) conformes au document préalable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accusé d'acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;• la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : Dans le cadre de l'acceptation des déchets inertes provenant des travaux de mise aux normes de la déchetterie de Raon-l'Etape, l'exploitant a fourni un accusé d'acceptation de déchets à chaque apport. Cet accusé de réception indique : <ul style="list-style-type: none">• la référence du document préalable ;• la référence du client ;• le chantier : adresse, le producteur du déchet ;• l'immatriculation du transporteur ;• le poids du camion en entrée et sortie ;• le descriptif des apports : type de déchets, libellé, code déchet, la quantité et le cumul journalier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">• l'accusé d'acceptation des déchets ;• le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre d'admission informatique qui contient l'ensemble des informations relatives aux apports avec un lien avec les documents préalables, les accusés d'acceptation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite